



EUROBAROMÈTRE 75

L'opinion publique dans l'Union européenne

LA PERCEPTION DES EUROPÉENS SUR LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE

Terrain : mai 2011

Publication : août 2011

Ce sondage a été commandé et coordonné par la Direction générale Communication.
http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 75 Printemps 2011

L'opinion publique dans l'Union européenne

Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la demande
de la Commission européenne - Direction générale
Communication

Coordonnée par la Commission européenne - Direction
générale Communication

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	3
1. LES EUROPEENS ET LA CRISE	6
1.1 La crise économique : a-t-elle « atteint son apogée » ou le « pire reste-t-il à venir » ?	6
1.2 Le rôle des différents acteurs face à la crise.....	9
1.3 Les mesures pour améliorer la performance de l'économie européenne.....	11
1.4 Les mesures pour lutter contre la crise	12
1.5 La réforme des marchés financiers mondiaux.....	14
1.6 Qui a agi efficacement contre la crise ?	15
2. EUROPE 2020	17
2.1 L'importance perçue des initiatives de la stratégie européenne Europe 2020	17
2.2 Avis sur les objectifs d'Europe 2020.....	18
2.3 L'UE va-t-elle dans la bonne direction ?.....	21
CONCLUSION.....	22
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	24

Introduction

Ce rapport présente les premiers résultats de l'enquête Eurobaromètre Standard 75 menée entre le 6 et le 26 mai 2011¹. Les interviews ont été réalisées dans 33 pays ou territoires : les 27 États membres de l'Union européenne, les cinq pays candidats (la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande et le Monténégro²), ainsi qu'auprès de la communauté turque chypriote dans la zone du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Ce rapport présente une sélection des questions soumises aux répondants qui portent sur deux thèmes différents : le premier porte sur la crise économique et la perception qu'en ont les Européens, tandis que le second examine le soutien de l'opinion publique à la stratégie Europe 2020.

Les résultats de cette enquête révèlent une amélioration générale des perceptions des Européens face à la crise économique et aux mesures visant à réguler les marchés financiers mondiaux depuis l'étude Eurobaromètre de l'automne 2010. Les Européens souhaitent de plus en plus que l'Europe prenne des mesures pour lutter contre la crise et prévenir des crises futures éventuelles. De plus, ils estiment que les différents objectifs de la stratégie Europe 2020 peuvent être atteints.

Cette étude du printemps 2011 montre que la reprise économique, dont l'Eurobaromètre de l'automne 2010 avait déjà donné un aperçu, se confirme. Le produit intérieur brut de l'UE27 a augmenté de 0,8 point de pourcentage au cours du premier trimestre 2011, et de 2,5 points³ en un an. De plus, le taux de chômage a baissé de 9,7 % en avril 2010 à 9,4 % en avril 2011⁴.

L'enquête montre également que le rythme de la relance économique n'est pas homogène au sein de l'UE. Le taux de chômage a baissé d'un point de pourcentage ou plus en Allemagne, à Malte et en Suède depuis avril 2010, mais a augmenté de plus d'un point en Bulgarie, en Irlande, à Chypre, au Portugal et en Slovénie. Cette évolution est confirmée par les résultats de cette nouvelle enquête Eurobaromètre : malgré la tendance positive qui se dégage au niveau européen, les disparités entre les États membres restent présentes. Alors que certains pays ont déjà entamé leur sortie de crise, d'autres sont encore en récession.

En dépit de ces différences, l'opinion dans la plupart des pays est que l'Union européenne devrait jouer un rôle majeur dans la résolution de la crise et la réforme du système financier mondial.

¹ Pour plus de détails concernant les dates auxquelles ont été menées les interviews, veuillez vous reporter aux notes techniques.

² Le Monténégro est candidat à l'adhésion à l'UE depuis décembre 2010. Les répondants de ce pays ont été interviewés pour la première fois lors de cet Eurobaromètre Standard.

³ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-13052011-AP/FR/2-13052011-AP-FR.PDF

⁴ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-31052011-BP/FR/3-31052011-BP-FR.PDF

Ce rapport porte principalement sur les résultats des 27 États membres de l'UE et se divise en deux parties. La première partie examine les perceptions des Européens sur la crise financière et économique actuelle, les mesures de sortie de crise en matière de gouvernance, les mesures visant à renforcer la gouvernance des marchés financiers et le rôle perçu des différents acteurs au niveau mondial.

La seconde partie analyse le point de vue des Européens sur la stratégie Europe 2020 : quelle importance revêtent les différentes initiatives de cette stratégie ? Ces objectifs sont-ils réalisables ? Et l'Union européenne avance-t-elle dans la bonne direction pour répondre à la crise et aux nouveaux défis mondiaux ?

La plupart de ces questions ont déjà été posées lors des précédentes enquêtes Eurobaromètre, ce qui permet d'examiner l'évolution des perceptions.

* * *

La méthodologie appliquée est celle des enquêtes réalisées par la Direction générale de la Communication (unité « Recherche et speechwriting »). Une note technique sur la méthodologie des interviews réalisées par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est présentée en annexe de ce rapport. Cette note présente les méthodes d'interview et les intervalles de confiance⁵.

Le site de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous remercions toutes les personnes qui ont donné de leur temps en Europe pour participer à cette étude. Sans leur participation active, Cette enquête n'aurait pas pu être réalisée.

* * *

⁵ Les tableaux de résultats sont présentés en annexe. Notons que le total des pourcentages apparaissant dans les tableaux peut excéder 100 % lorsque la question rend possibles les réponses multiples.

Dans ce rapport, les États membres sont mentionnés par leurs abréviations officielles. Les abréviations utilisées dans ce rapport sont les suivantes :

ABREVIATIONS

UE27	Union européenne – 27 États membres
NSP/PR	Ne sait pas / pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre*
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République chypriote
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ex-République yougoslave de Macédoine**
IS	Islande
ME	Monténégro

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'UE. Cependant, « l'acquis communautaire » est suspendu dans la zone du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seules les interviews réalisées dans la zone du pays qui est contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont présentées avec l'abréviation CY et sont comprises dans les moyennes de l'UE27. Les interviews réalisées dans la zone du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont présentées avec l'abréviation CY (tcc) [tcc : *Communauté turque chypriote*].

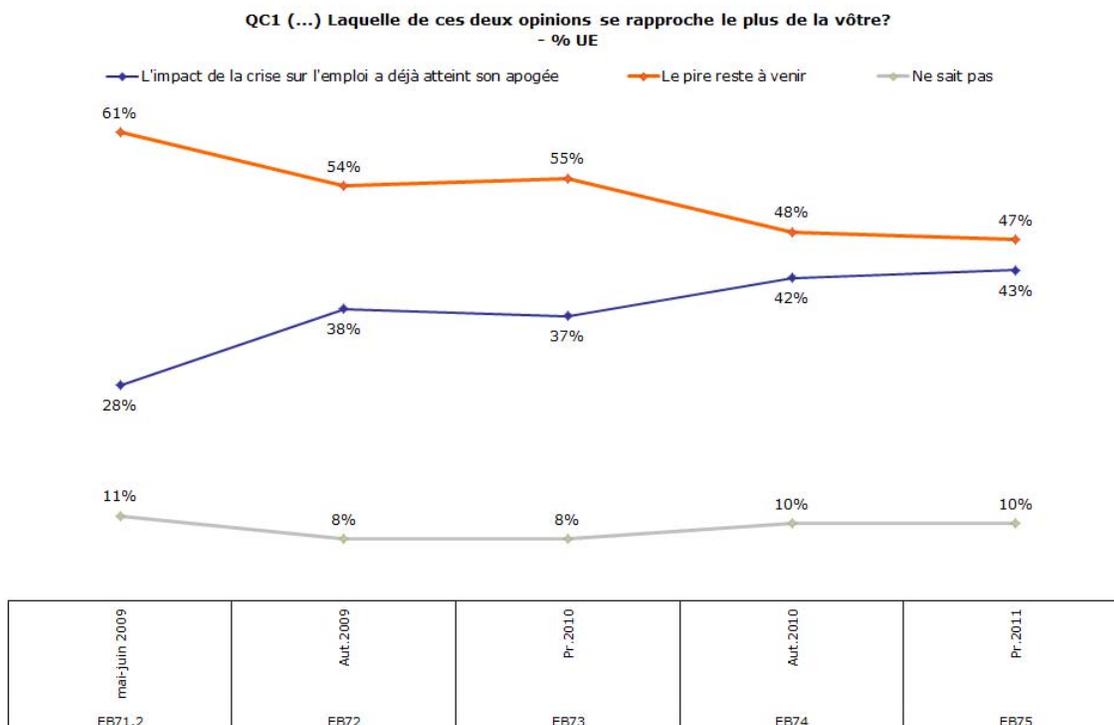
** Abréviation provisoire qui ne préjuge en aucun cas de la nomenclature définitive de ce pays, qui sera définie par les conclusions des négociations en cours auprès des Nations Unies.

1. LES EUROPEENS ET LA CRISE

1.1 La crise économique : a-t-elle « atteint son apogée » ou le « pire reste-t-il à venir » ?

- Les évolutions positives observées à l'automne dernier se confirment -

L'opinion publique européenne est stable concernant les conséquences de la crise sur l'emploi : 43 % (+1) des Européens pensent que l'impact de la crise sur le marché du travail a déjà atteint son apogée⁶. L'enquête montre que l'optimisme est de retour. Les Européens sont aujourd'hui moins nombreux à affirmer que le pire reste à venir. Ainsi, la tendance positive observée depuis le printemps 2009 gagne du terrain.

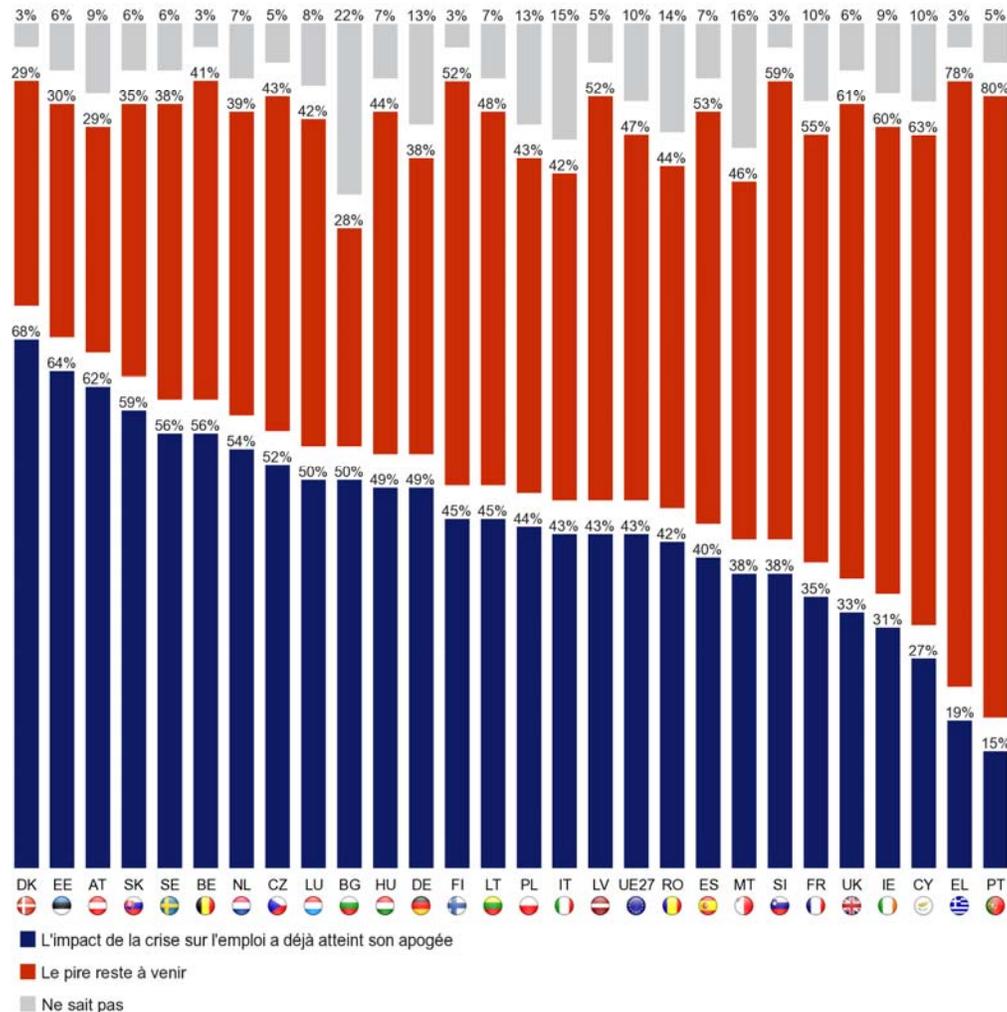


Cependant, il existe des disparités importantes entre les États membres sur cette question. L'opinion selon laquelle l'impact de la crise économique sur le marché du travail a déjà atteint son apogée est majoritaire dans 14 États membres, en particulier au Danemark (68 %), en Estonie (64 %) et en Autriche (62 %).

L'opinion inverse prédomine dans 13 autres pays : les répondants au Portugal (80 %) et en Grèce (78 %) sont les plus susceptibles d'exprimer cet avis.

⁶ QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

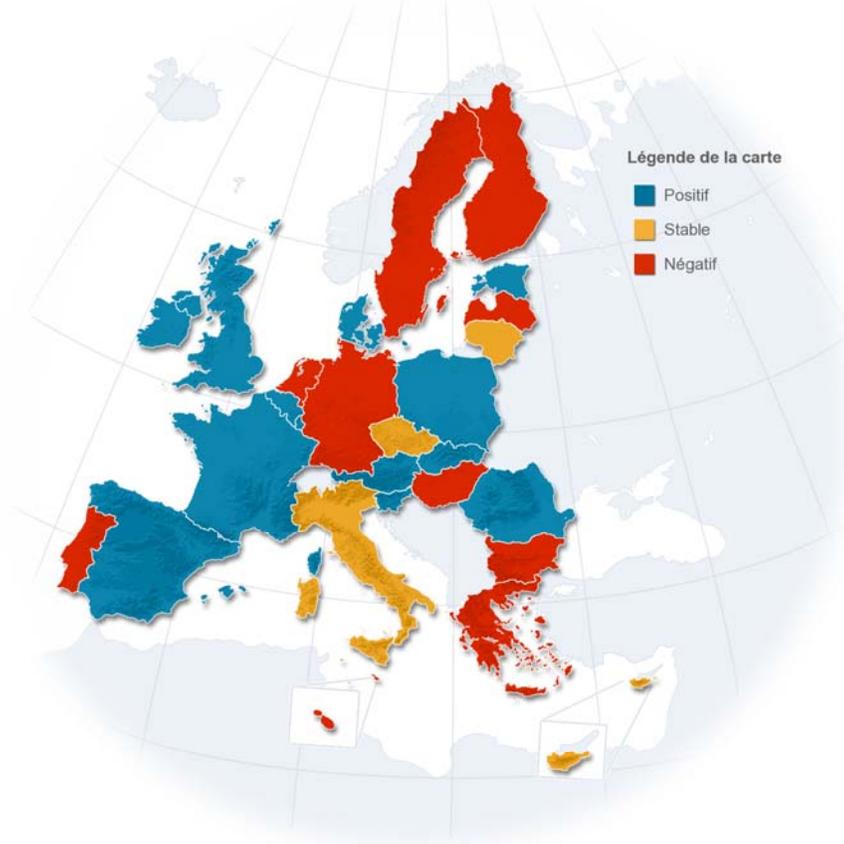


Les écarts entre les pays où l'opinion publique estime que l'impact de la crise a déjà atteint son apogée et ceux qui pensent plutôt que le pire reste à venir se sont renforcés depuis l'automne 2010. Les proportions de répondants qui se disent optimistes varient de 15 % à 68 % alors qu'elles allaient de 20 % à 58 % lors de l'étude précédente. De façon générale, cette tendance montre que la situation a continué à s'améliorer dans les « pays optimistes », et à empirer dans les pays « pessimistes ». Les pays où cette tendance positive est la plus marquée sont le Danemark (68 %, +12), l'Estonie (64 %, +6), et l'Autriche (62 %, +6). Une nette amélioration peut également être observée en Roumanie (42 %, +13) et en Irlande (31 %, +10). À l'inverse, la situation a continué à se détériorer depuis l'automne 2010 au Portugal (15 %, -5) et en Grèce (19 %, -3) ; les baisses les plus importantes sont observées à Malte (38 %, -9) et en Finlande (45 %, -7).

	RO	42%	+13
	DK	68%	+12
	IE	31%	+10
	EE	64%	+6
	BE	56%	+5
	ES	40%	+5
	SI	38%	+5
	UK	33%	+5
	AT	62%	+4
	SK	59%	+4
	LU	50%	+3
	FR	35%	+2
	PL	44%	+1
	UE27	43%	+1
	CZ	52%	=
	LT	45%	=
	IT	43%	=
	CY	27%	=
	LV	43%	-1
	SE	56%	-2
	NL	54%	-3
	EL	19%	-3
	BG	50%	-5
	HU	49%	-5
	PT	15%	-5
	DE	49%	-6
	FI	45%	-7
	MT	38%	-9

Question: QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

Réponses: L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée



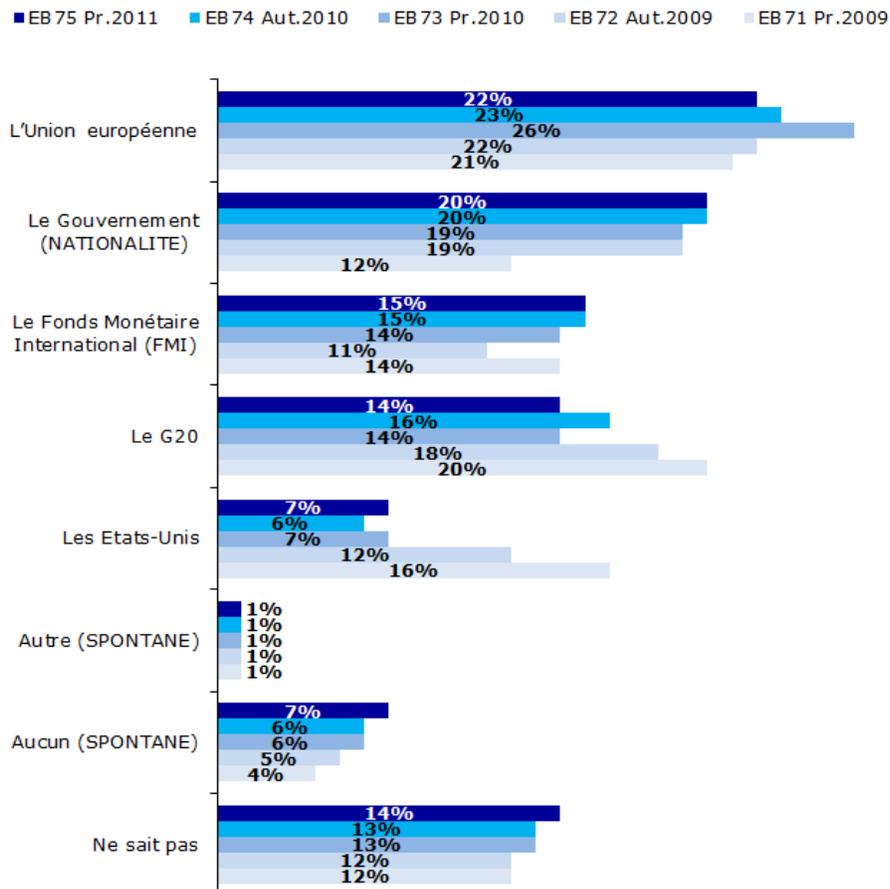
Les différentes catégories socioéconomiques ont des perceptions diverses de la crise. La majorité des personnes issues de catégories socioéconomiques élevées estime que la crise a déjà atteint son apogée, tandis que cette réponse est minoritaire au sein des catégories plus basses : 51 % des directeurs, 48 % de ceux qui n'ont jamais de difficultés à payer leurs factures et 53 % des Européens qui s'estiment faire partie des couches supérieures de la société se disent optimistes, alors qu'ils ne sont que 34 % parmi les chômeurs, 27 % parmi ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps et 31 % de ceux qui s'estiment faire partie des couches les plus basses de la société. De plus, l'écart entre les groupes optimistes et pessimistes s'est accru depuis l'automne 2010.

1.2 Le rôle des différents acteurs face à la crise

- L'UE reste l'acteur le mieux placé pour prendre des mesures efficaces pour lutter contre les conséquences de la crise -

La liste des acteurs les mieux placés pour agir efficacement face aux effets de la crise financière et économique, et leur ordre d'apparition, reste quasiment identique depuis l'étude précédente à l'automne 2010 : l'UE conserve la première place (22 %, -1 point)⁷, suivie de près par les gouvernements nationaux (20 %, stable). Le G20 a perdu la troisième place au profit du Fonds Monétaire International (15 %, stable). Enfin, pour la troisième fois consécutive depuis le printemps 2011 (EB73), les États-Unis arrivent après les institutions internationales.

QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? - %UE



⁷ QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

Les réponses sont différentes dans les pays de la zone euro et dans les autres : le premier choix des répondants de la zone euro est l'UE (23 %), tandis que pour les pays hors de la zone euro, la première place revient au gouvernement national (24 %), devant l'UE (20 %).

Bien qu'il n'y ait que deux points de pourcentage de différence entre l'UE (22 %) et les gouvernements nationaux (20 %) au niveau européen, l'opinion selon laquelle l'UE est la mieux placée pour agir efficacement face aux effets de la crise économique et financière est partagée par une majorité de répondants dans 16 États membres.

L'UE est la plus largement citée en Grèce, au Luxembourg et en Pologne (34 % dans ces trois pays).

Les répondants à Malte (39 %), au Royaume-Uni (35 %), en Suède (35 %) et en France (21 %) font majoritairement confiance à **leur gouvernement national**.

Le FMI est considéré comme l'institution la mieux placée pour agir efficacement face aux effets de la crise en Finlande (33 %) et en Allemagne (21 %).

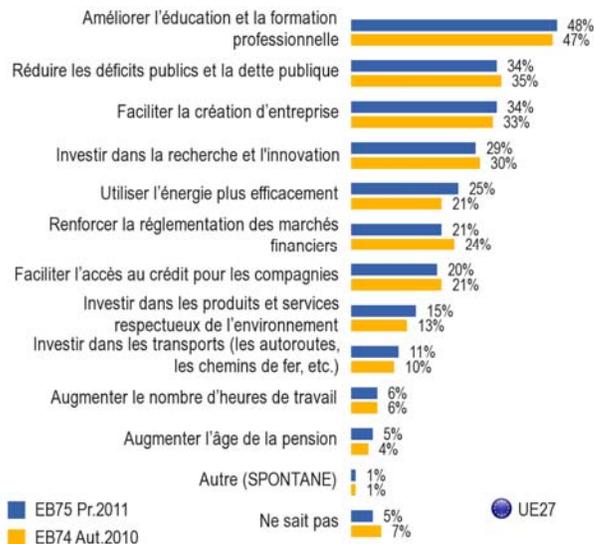
Enfin, dans quatre pays, le **G20** arrive en tête : la République tchèque (42 %), les Pays-Bas (32 %), la Lettonie et le Danemark (24 % pour les deux). Les répondants en Hongrie ont mentionné à proportion égale le G20 et l'UE comme l'institution la mieux placée pour agir efficacement face aux effets de la crise financière et économique (25 % pour les deux).

Depuis l'automne 2010, l'UE a perdu sa première place dans trois pays : en France (UE, 18 %, -4 ; gouvernement national, 21 %, +4), en Allemagne (UE, 20 %, -2 ; FMI, 21 %, +3) et Malte (UE, 25 %, -6 ; gouvernement national, 39 %, +13). À l'inverse, L'UE est désormais considérée comme l'acteur le mieux placé pour agir efficacement contre les conséquences de la crise en Roumanie (UE, 27 %, stable).

1.3 Les mesures pour améliorer la performance de l'économie européenne

- Améliorer l'éducation et la formation professionnelle est considéré comme la meilleure initiative pour renforcer la performance de l'économie européenne -

QC5. Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ?



Interrogés sur la meilleure façon d'améliorer la performance de l'économie de l'UE, les Européens privilégient l'éducation et la formation professionnelle. **L'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle est en effet l'initiative la plus fréquemment citée**, et considérée comme prioritaire par près de la moitié des répondants (48 %, +1 depuis l'automne 2010). Les deux autres initiatives ont été citées par un peu plus d'un tiers des répondants : réduire les déficits publics et la dette publique (34 %, -1) et faciliter la création d'entreprise (34 %, +1).

Ensuite, les quatre initiatives suivantes ont été mentionnées par un cinquième ou plus des Européens : investir dans la recherche et l'innovation (29 %, -1), utiliser l'énergie plus efficacement (25 %, +4), renforcer la réglementation des marchés financiers (21 %, -3), et faciliter l'accès au crédit pour les entreprises (20 %, -1). Les initiatives restantes n'ont été citées que par 15 % ou moins des répondants.

Certaines différences apparaissent entre les pays ayant adhéré à l'Union européenne avant les deux vagues d'élargissement en 2004 et 2007⁸ (UE15) et les autres⁹ (NEM12). Les premiers sont en effet plus susceptibles de mentionner les trois initiatives suivantes :

- Améliorer l'éducation et la formation professionnelle : 50 % et 39 % respectivement ;
- Réduire les déficits et la dette publics : 35 % et 29 % ;
- Investir dans la recherche et l'innovation : 30 % et 22 % ;

A l'inverse, le fait d'investir dans les transports (autoroutes, chemin de fer, etc.) est largement plus cité dans les NEM12 (18 %) que dans les pays de l'UE15 (10 %).

⁸ Les pays de l'UE15 sont la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

⁹ Les pays ayant adhéré à l'UE en 2004 sont la République tchèque, l'Estonie, la République de Chypre, la Lituanie, la Lettonie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie. Les pays ayant adhéré à l'UE en 2007 sont la Bulgarie et la Roumanie. Ils sont nommés dans ce rapport les NEM12 (nouveaux Etats membres).

Les écarts entre ces deux groupes de pays se retrouvent également dans les comparaisons entre les pays : **améliorer l'éducation et la formation professionnelle** est considéré comme la meilleure initiative pour renforcer l'économie européenne dans 18 États membres, et est la plus citée à Chypre (63 %), en Allemagne (60 %), au Danemark et en Suède (54 % pour les deux).

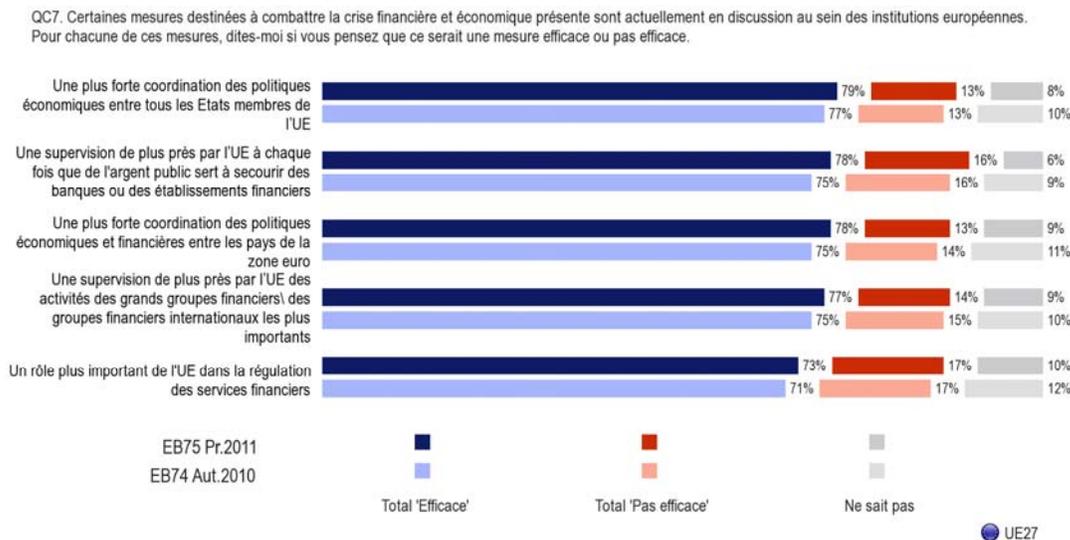
La réduction des déficits publics et la dette publique est l'initiative la plus mentionnée en Grèce (50 %), en Hongrie (47 %), en Finlande et en Slovaquie (45 % pour les deux) et en République tchèque (44 %). Les répondants à Chypre sont également nombreux à citer cette initiative (49 %), même si ce n'est pas en première position.

La majorité des répondants en Lituanie (53 %), en Bulgarie (52 %) et en Espagne estime que de **faciliter la création d'entreprise** serait le plus efficace pour renforcer les performances de l'économie européenne.

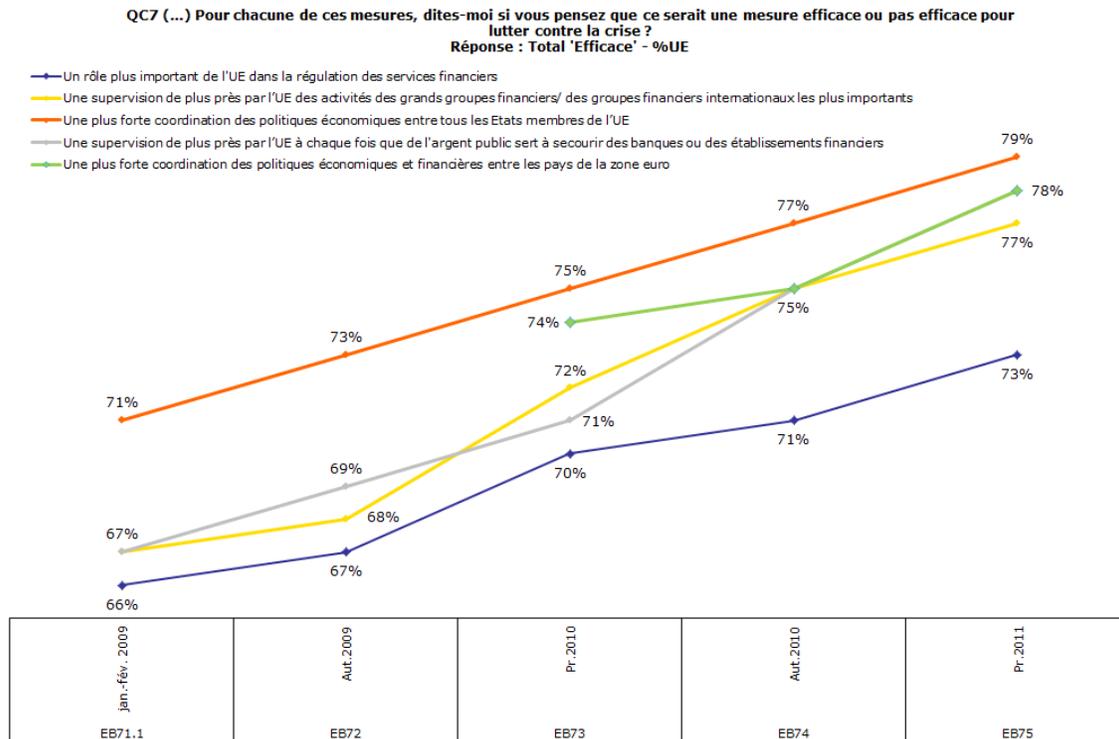
1.4 Les mesures pour lutter contre la crise

- Davantage de coordination entre les pays et le renforcement du rôle de l'UE sont des mesures considérées comme efficaces pour lutter contre la crise -

Les Européens affichent toujours un niveau de confiance élevé vis-à-vis des mesures actuellement en discussion au sein des institutions européennes pour lutter contre la crise : **toutes les mesures proposées sont considérées comme efficaces par plus de sept Européens sur dix.**



Cette opinion est aujourd'hui plus répandue que lors de l'étude précédente, et ce, pour toutes les propositions soumises¹⁰. Ceci permet d'identifier une tendance générale de l'opinion : **la conviction des Européens selon laquelle ces mesures sont efficaces pour lutter contre la crise est aujourd'hui partagée par plus d'Européens qu'en janvier-février 2009.**



Le renforcement de la coordination entre les États membres est ainsi mentionné par plus des trois quarts des Européens : au niveau global européen (79 %, +2 points depuis l'automne 2010 ; +8 points depuis janvier-février 2009), et au niveau de la zone euro (78 %, +3 points depuis l'automne 2010 ; +4 points depuis le printemps 2010).

Les Européens souhaitent également que l'UE joue un rôle plus important dans la lutte contre la crise : en supervisant de plus près les activités des grands groupes financiers et des institutions internationales (77 %, +2 points depuis l'automne 2010 ; +10 points depuis janvier-février 2009) et la façon dont les fonds publics sont utilisés pour les soutenir (78 %, +3 ; +11) ; ainsi que la régulation des services financiers (73 %, +2 ; +7).

¹⁰ QC7 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

L'analyse au niveau national montre que Chypre, la Slovaquie, la Belgique et l'Espagne enregistrent les niveaux les plus élevés de confiance perçue, tandis que les répondants du Royaume-Uni, d'Estonie, de Lituanie et de Suède sont les moins enthousiastes. **Cependant, l'avis selon lequel ces mesures proposées sont potentiellement efficaces est partagé par une majorité absolue de répondants dans tous les États membres.**

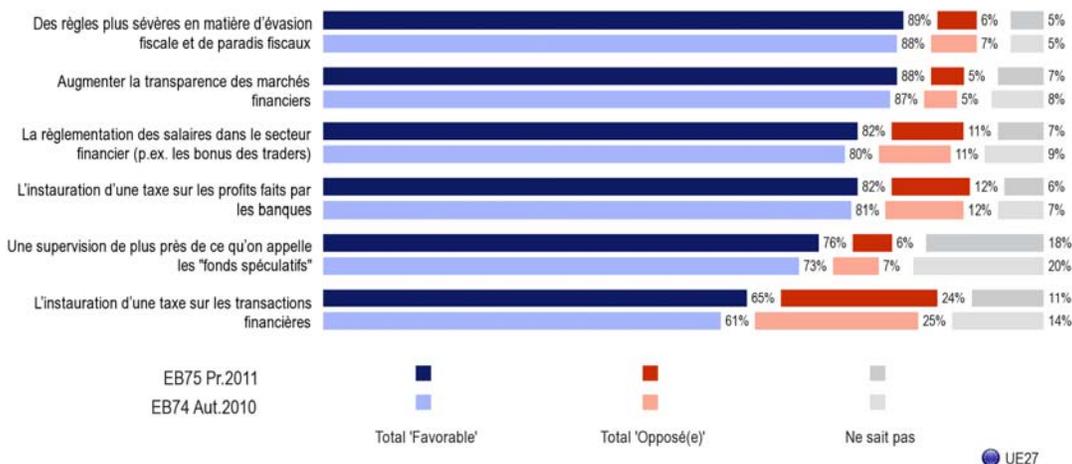
Si les répondants du Royaume-Uni restent parmi les moins convaincus de l'efficacité potentielle de ces cinq mesures, des évolutions positives méritent d'être relevées : leur soutien aux cinq propositions a augmenté de façon significative (de 7 points ou plus) depuis l'automne 2010.

1.5 La réforme des marchés financiers mondiaux

- Le soutien déjà important aux mesures visant à réformer les marchés financiers mondiaux a légèrement augmenté -

Les Européens semblent convaincus de la nécessité de réformer ces marchés financiers : ils **sont très favorables aux différentes mesures que l'Union européenne pourrait adopter à cet égard ; la proportion de répondants favorables est en effet légèrement plus élevée qu'à l'automne 2010 et ce, pour toutes les mesures proposées¹¹**. Le niveau de soutien le plus important porte sur les mesures les plus drastiques concernant l'évasion fiscale et les paradis fiscaux (89 %, +1 depuis l'automne 2010) et le renforcement de la transparence des marchés financiers (88 %, +1). Les mesures de réglementation des salaires dans le secteur financier (comme les bonus des traders) (82 %, +2) et d'imposition des profits réalisés par les banques (82 %, +1) sont également encouragées par plus de huit Européens sur dix.

QC8. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.



¹¹ QC8 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

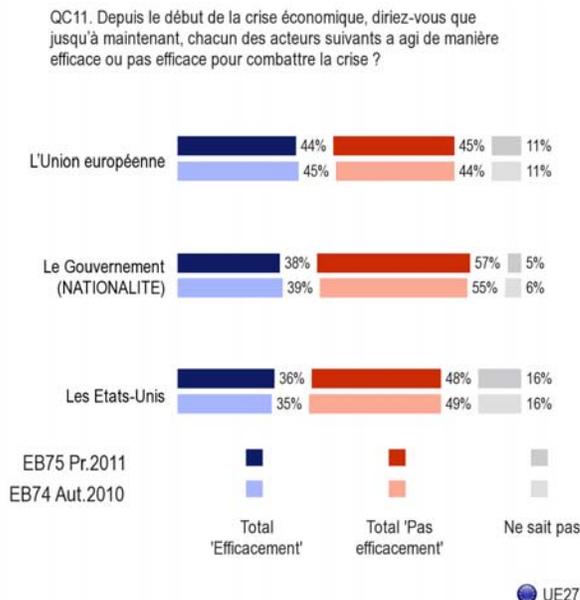
Plus des trois quarts des Européens sont favorables au renforcement de la supervision des « fonds spéculatifs » [*hedge funds*] (76 %, +3), même si la proportion de réponses « ne sait pas » est la plus élevée pour cette mesure (18 %, -2).

À l'instar des résultats de l'étude précédente à l'automne 2010, le soutien à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières est moins net : cependant, 65 % des Européens approuvent une telle proposition, et ce soutien a davantage augmenté que pour toutes les autres mesures proposées aux répondants (+4). Dans 22 États membres sur 27, les répondants sont aujourd'hui plus nombreux à être favorables à cette mesure que lors de l'étude de l'automne 2010.

Cette tendance fait apparaître un soutien du public fort et accru en faveur de l'instauration de mesures par les institutions européennes, à la fois pour lutter contre la crise et mieux réguler les marchés financiers mondiaux.

1.6 Qui a agi efficacement contre la crise ?

- L'UE a agi plus efficacement que les gouvernements nationaux ou les États-Unis depuis le début de la crise selon les Européens -



Les Européens sont assez critiques sur la façon dont leur gouvernement a agi pour lutter contre la crise depuis son déclenchement : 57 % (+2 points depuis l'automne 2010) estiment qu'il n'a pas agi efficacement (comparé aux 38 % qui pensent le contraire, -1)¹². L'opinion publique européenne est beaucoup plus divisée concernant les mesures prises par l'UE : si une majorité relative considère que l'UE n'a pas agi efficacement (45 %, +1), ils sont autant à exprimer un avis contraire (44 %, -1). Enfin, un peu plus d'un tiers des Européens pense que les États-Unis ont agi efficacement pour lutter contre la crise (36 %, +1 contre 48 %, -1). Bien qu'une majorité d'Européens considère qu'aucune de ces trois entités n'a agi efficacement, **l'UE reste la plus efficace des trois.**

¹² QC11 Depuis le début de la crise économique, diriez-vous que jusqu'à maintenant, chacun des acteurs suivants a agi de manière efficace ou pas efficace pour combattre la crise ?

Même si l'opinion semble divisée concernant les mesures prises par l'Union européenne, une analyse détaillée des résultats au niveau national montre que 14 États membres ont une perception positive concernant son rôle : une majorité de répondants considère que l'UE a agi efficacement pour lutter contre la crise. L'efficacité des mesures de l'UE est largement reconnue en Roumanie (68 %), en Bulgarie (62 %) et en Belgique (60 %)¹³.

À l'inverse, une majorité de répondants est critique vis-à-vis des mesures prises par l'UE dans 12 pays, notamment en Grèce (75 % « inefficace ») et à Chypre (66 %). En République tchèque, l'opinion publique est divisée à parts égales à cet égard (46 % contre 46 %). L'opinion publique en Allemagne est également très divisée (45 % contre 46 %).

¹³ C'est également le cas au Luxembourg (57 %), en Pologne (56 %), en Slovaquie (54 %), à Malte (54 %), en Autriche (53 %), au Danemark (52 %), en Lituanie (52 %), en Italie (48 %), aux Pays-Bas (48 %), en Estonie (48 %) et en Irlande (45 %).

2. EUROPE 2020

2.1 L'importance perçue des initiatives de la stratégie européenne Europe 2020

- Le soutien public aux initiatives visant à préparer l'UE aux défis de demain est encore plus marqué qu'au printemps 2010 -

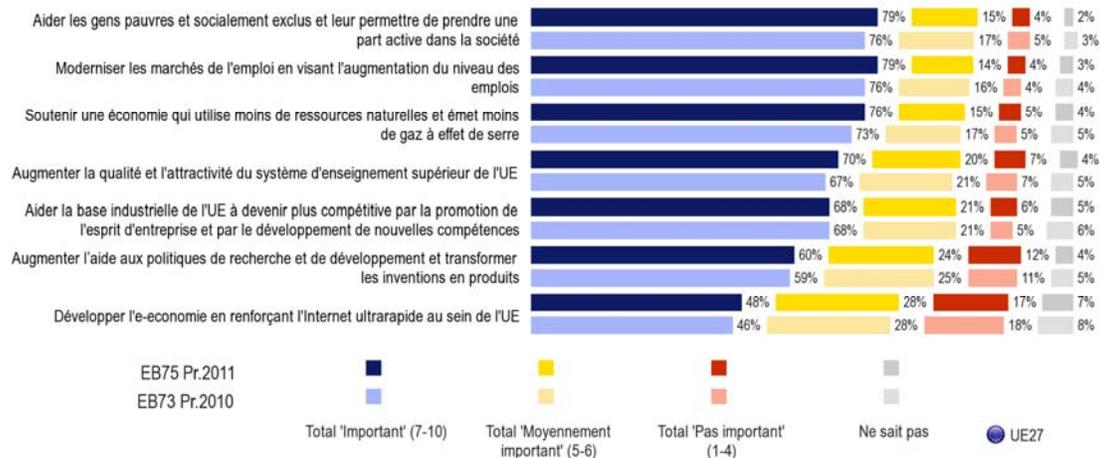
La stratégie Europe 2020, lancée par la Commission européenne en mars 2010 afin de préparer l'économie européenne aux défis de la prochaine décennie **est plébiscitée par les citoyens européens : l'ensemble des sept mesures prévues par cette stratégie obtient de bons résultats.**

Trois initiatives sont considérées comme importantes par plus des trois quarts des Européens : « Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société » (79 % important, +3 depuis l'Eurobaromètre du printemps 2010) et « Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois » (79 %, +3) sont les deux mesures qui reçoivent le plus de réponses positives. Ces résultats confirment l'importance perçue des questions d'emploi et de lutte contre l'exclusion sociale aux yeux de l'opinion publique européenne. Presqu'autant d'Européens (76 %, +3) estiment que la promotion d'une économie plus respectueuse de l'environnement est également une initiative importante. Les deux initiatives suivantes sont considérées comme importantes par environ sept Européens sur dix : « Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE » (70 %, +3) et « Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences » (68 %, stable). Une proportion légèrement plus faible d'Européens estime qu'« Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits » est également une initiative importante si l'UE réussit à sortir de la crise économique et financière actuelle (60 %, +1). Les Européens semblent moins intéressés par l'initiative visant à « Développer l'e-économie en renforçant l'internet ultrarapide au sein de l'UE » (48 %, +2).

Ces résultats, qui font apparaître une hausse du nombre de réponses positives vis-à-vis de ces initiatives, montrent que les Européens sont largement favorables aux objectifs fixés par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020.

¹⁴ <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/225>

QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".



Cinq des sept initiatives sont jugées importantes par une majorité absolue de répondants dans tous les États membres.

« **Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits** » est considéré comme une mesure importante par une majorité de répondants dans tous les États membres, le Royaume-Uni constitue la seule exception à cet égard (47 %).

Les écarts les plus importants concernent **l'initiative visant la promotion de l'économie** pour laquelle les proportions de réponses « important » varient de 25 % en Suède à 66 % en Lituanie et en Irlande : une majorité absolue de répondants pense qu'il s'agit d'une initiative importante dans 18 États membres.

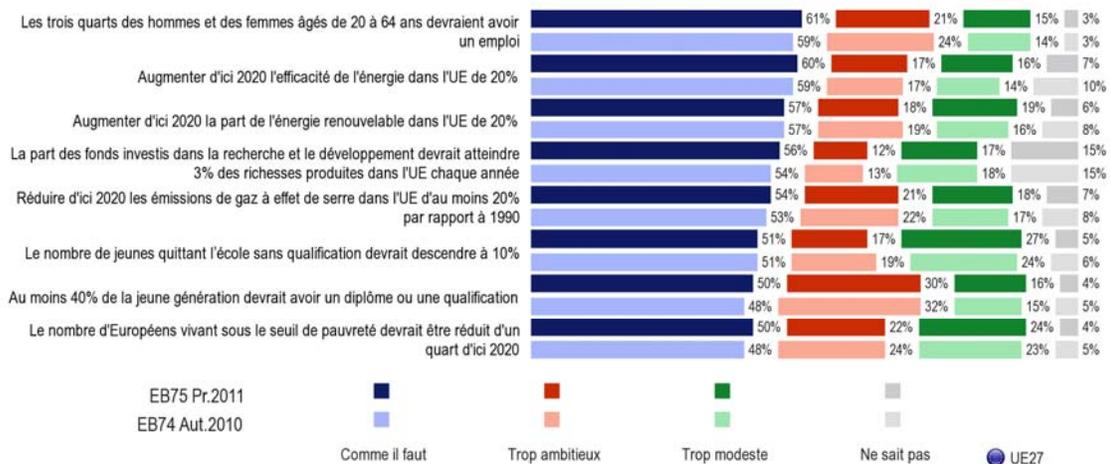
2.2 Avis sur les objectifs d'Europe 2020

- La confiance dans les objectifs est en hausse ; une majorité d'Européens pense aujourd'hui que tous ces objectifs sont pertinents -

Les objectifs particuliers, formulés par la Commission européenne, qui définissent la stratégie européenne et permettent d'évaluer les résultats obtenus, semblent raisonnables aux citoyens européens : **une majorité absolue de répondants pense que les huit objectifs de la stratégie Europe 2020 sont « comme il faut »¹⁵**. De plus, après les résultats en baisse recueillis entre le printemps et l'automne 2010, ils sont aujourd'hui en hausse pour six objectifs ou sont restés stables, tandis que les proportions de répondants qui pensent que ces objectifs sont trop ambitieux ou trop modestes ont légèrement baissé pour sept d'entre eux. **Le sentiment général au sein de l'opinion publique que ces objectifs sont réalistes est désormais plus répandu.**

¹⁵ QB2 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



Malgré ces améliorations, le niveau de confiance dans le fait que ces objectifs pourront être atteints d'ici à 2020 est toujours plus bas qu'au printemps 2010 pour six de ces objectifs sur huit. Pour les deux derniers, la proportion de réponses « comme il faut » est revenue à son niveau du printemps 2010.

Une analyse plus approfondie des réponses fait apparaître les aspects suivants :

Objectifs économiques et sociaux

- 61 % des Européens pensent que l'objectif consistant à s'assurer que **les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans ont un emploi** est réaliste (+2 points depuis l'automne 2010) tandis qu'il est « trop ambitieux » pour 21 % d'entre eux (-3) et « trop modeste » pour 15 % (+1).
- 56 % (+2) des Européens interrogés pensent que l'objectif consistant à s'assurer que **la part des fonds investis dans la recherche et le développement atteint 3 % des richesses produites dans l'UE chaque année** est réaliste, tandis qu'il est « trop ambitieux » pour 12 % d'entre eux (-1) et « trop modeste » pour 17 % (-1).
- 50 % des Européens pensent que l'objectif consistant à **réduire le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté d'un quart d'ici 2020** est réaliste (+2 points) tandis qu'il est « trop ambitieux » pour 22 % d'entre eux (-2) et « trop modeste » pour 24 % (+1).

Objectifs de développement durable

- 60 % des Européens estiment que l'objectif consistant à **augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20 %** est réaliste (+1), tandis qu'il est « trop ambitieux » pour 17 % (stable) et « trop modeste » pour 16 % (+2). La proportion de réponses « comme il faut » est au même niveau qu'au printemps 2010.

- 57 % des Européens estiment que l'objectif consistant à **augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20 %** est réaliste (stable), tandis qu'il est « trop ambitieux » pour 18 % (-1) et « trop modeste » pour 19 % (+3).
- 54 % des Européens estiment que l'objectif consistant à **réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20 % par rapport à 1990** est réaliste (+1), tandis qu'il est « trop ambitieux » pour 21 % (-1) et « trop modeste » pour 18 % (+1).

Les proportions de réponses « trop modeste » ont augmenté pour ces trois objectifs depuis l'étude précédente : en effet, la relance économique gagnant du terrain dans l'UE, les ambitions en matière de développement durable reviennent sur le devant de la scène.

Objectifs liés à l'éducation

- 51 % des Européens estiment que l'objectif consistant à **réduire de 10 % le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification** est réaliste (stable) tandis qu'il est « trop ambitieux » pour 17 % (-2) et « trop modeste » pour 27 % (+3).
- Enfin, 50 % des Européens estiment que l'objectif consistant à **s'assurer qu'au moins 40 % de la jeune génération a un diplôme ou une qualification** est réaliste (+2), tandis qu'il est « trop ambitieux » pour 30 % (-2) et « trop modeste » pour 16 % (+1). Malgré une légère baisse, comme nous l'avons vu lors des études du printemps et de l'automne 2010, ceux-ci restent les objectifs les plus susceptibles d'être considérés « trop ambitieux ».

La proportion de répondants qui pensent que ces objectifs sont « trop modestes » dépasse celle de ceux qui les considèrent « trop ambitieux » pour quatre des huit objectifs en question, ce qui n'était le cas que pour deux d'entre eux à l'automne 2010.

Le niveau d'optimisme est en hausse, et les Européens sont aujourd'hui plus ambitieux en ce qui concerne la stratégie Europe 2020.

Tendances nationales particulières :

À l'instar des résultats de l'automne 2010, les répondants en Italie sont les plus optimistes sur le fait que ces objectifs soient réalisables : la proportion de réponses « comme il faut » est de 10 points ou plus au-dessus de la moyenne européenne globale.

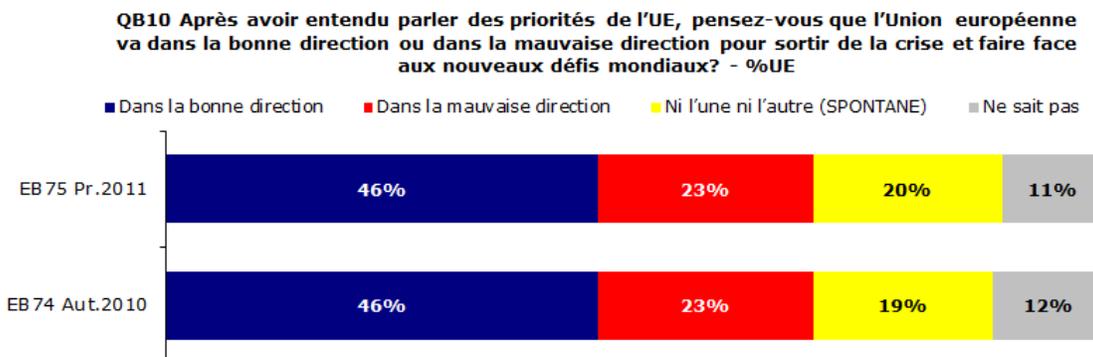
En Suède, il existe une volonté prononcée de mener plus loin les objectifs prévus par la stratégie Europe 2020 : la proportion de réponses « comme il faut » est d'au moins 10 points au-dessus de la moyenne européenne globale pour tous les objectifs. La proportion de réponses « trop modeste » est d'au moins 10 points au-dessus de la moyenne européenne globale pour presque tous les objectifs en Belgique (pour sept sur huit) et au Luxembourg (pour six sur huit).

Chypre fait apparaître les pourcentages les plus élevés de répondants qui estiment que trois de ces objectifs sont « trop ambitieux ». Il mérite également d'être remarqué que 58 % des répondants en Allemagne pensent que l'objectif consistant à s'assurer que 40 % de la jeune génération a un diplôme ou une formation est trop ambitieux, comparé à la moyenne européenne de 30 %.

2.3 L'UE va-t-elle dans la bonne direction ?

- Près de la moitié des Européens soutient la stratégie de l'Union européenne pour sortir de crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux -

Les Européens sont favorables à la stratégie de l'Union européenne pour répondre à la crise et aux nouveaux défis mondiaux : la majorité d'entre eux pense que l'Union européenne va dans la bonne direction (46 %, stable depuis l'automne 2010). Moins d'un quart est d'un avis contraire (23 %, stable), tandis que 20 % (+1) ont spontanément répondu « ni l'une, ni l'autre »¹⁶. Ainsi, l'opinion publique européenne est restée stable depuis l'automne 2010 sur ce point.



Des écarts importants sont observés entre les États membres, même si les personnes ayant répondu « dans la bonne direction » sont plus nombreuses que celles qui affirment qu'elle va « dans la mauvaise direction », à l'exception de la Grèce. Comme à l'automne 2010, **une nette majorité de 46 % (moyenne européenne) ou plus considère que l'Union européenne va dans la bonne direction dans 21 États membres : les proportions les plus élevées sont enregistrées en Suède et en Lituanie (66 % pour les deux), en Finlande (63 %), en Estonie et en Bulgarie (62 %).**

Malgré la constance de la moyenne européenne, des évolutions significatives sont observées au niveau national : la perception de la stratégie Europe 2020 est plus positive dans certains pays, en particulier au Royaume-Uni (49 % « dans la bonne direction », +12 depuis l'automne 2010) et à Chypre (57 %, +11). À l'inverse, l'opinion est largement moins positive qu'avant en Pologne (59 %, -10) et en Slovaquie (55 %, -10).

¹⁶ QB10 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

Conclusion

Cette enquête Eurobaromètre a été menée au moment où les signes de la relance économique, qui ont commencé à apparaître à l'automne 2010, devenaient plus visibles. Même si la tendance globale de l'UE est positive, une forme de scepticisme perdure dans certains pays en réaction à la récession et à la hausse du chômage. L'opinion publique européenne, qui est composée de 27 opinions publiques différentes, reste très disparate.

Les principales leçons à retenir de cette étude sont les suivantes :

- ◆ **Les Européens ont une vision plus positive de la crise**, en continuité avec la tendance positive observée depuis la première fois que la question a été posée. Au niveau national, les écarts entre les pays où l'opinion publique estime que l'impact de la crise a déjà atteint son apogée (14 États membres) et ceux qui pensent plutôt que le pire reste à venir (13) se sont renforcés depuis l'automne 2010.
- ◆ **Pour la cinquième fois consécutive depuis que la question a été posée la première fois, l'Union européenne est considérée comme l'instance la plus efficace pour lutter contre les effets de la crise économique**, devant les gouvernements nationaux. Malgré une stabilité relative des résultats, le FMI est aujourd'hui en troisième position aux dépens du G20, qui a été rétrogradé à la quatrième place. L'Union européenne arrive en première position dans 17 États membres.
- ◆ **Près de la moitié des Européens estime que l'éducation et la formation professionnelle sont des domaines de première importance pour améliorer les performances de l'économie européenne**. Citée par plus d'un tiers des répondants, la réduction de la dette et des déficits publics, ainsi que le fait de faciliter la création d'entreprise sont vues comme des initiatives à même de stimuler l'économie européenne. Ces résultats sont cohérents avec le soutien général aux objectifs de la stratégie Europe 2020 exprimé par les Européens.
- ◆ Toutes les mesures en cours de discussion au sein des institutions européennes pour faire face à la crise économique et financière actuelle sont jugées efficaces par une grande majorité d'Européens. Cette opinion est légèrement plus répandue qu'à l'automne 2010, confirmant la tendance positive observée depuis janvier 2009, lorsque cette question a été posée pour la première fois.

- ◆ Parmi les mesures présentées, **les répondants sont particulièrement favorables au fait de renforcer la coordination entre les États membres**, au sein de l'Union européenne et de la zone euro.
- ◆ Les Européens souhaitent également que l'UE joue un rôle plus important dans la lutte contre la crise et dans la régulation du système financier ; ils soutiennent également les différentes mesures qui visent cet objectif.
- ◆ **Les Européens considèrent que L'UE a agi plus efficacement que les gouvernements nationaux ou les États-Unis depuis le début de la crise.**

* * *

Les Européens sont très favorables au fait que la stratégie Europe 2020 prépare l'économie européenne aux défis de la prochaine décennie. De plus, ce soutien est légèrement plus répandu qu'à l'automne 2010.

- ◆ **Les sept initiatives de la stratégie Europe 2020 sont toutes considérées importantes par les Européens**, en particulier celles qui visent à aider les personnes pauvres et socialement exclues, et à réduire le taux de chômage. En effet, l'importance perçue de ces mesures s'est renforcée pour six d'entre elles.
- ◆ **Une majorité d'Européens considère que les objectifs formulés dans la stratégie Europe 2020 sont réalistes. De plus, les proportions de répondants qui estiment que ces objectifs sont réalisables sont plus élevées** – pour six d'entre eux sur huit – ou sont restées stables. Parallèlement, les proportions de répondants qui pensent que ces objectifs sont trop ambitieux ont légèrement baissé pour sept d'entre eux.
- ◆ **De façon générale, près de la moitié des Européens pense que l'Union européenne avance dans la bonne direction pour répondre à la crise et aux nouveaux défis mondiaux.** Moins d'un quart est d'un avis opposé. Ces chiffres sont stables depuis l'automne 2010.

Spécifications techniques

Entre le 6 et le 26 mai 2011, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 75.3 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE STANDARD 75 fait partie de la vague 75.3 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 75 a été conduit également dans les cinq pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande et le Monténégro) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABRÉVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.020	06/05/2011	24/05/2011	8.939.546
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	06/05/2011	16/05/2011	6.537.510
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.022	07/05/2011	20/05/2011	9.012.443
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.007	06/05/2011	23/05/2011	4.561.264
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.535	06/05/2011	22/05/2011	64.409.146
EE	Estonie	Emor	1.000	06/05/2011	24/05/2011	945.733
IE	Irlande	Ipsos MRBI	1.015	09/05/2011	22/05/2011	3.522.000
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	07/05/2011	21/05/2011	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.010	09/05/2011	24/05/2011	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.022	06/05/2011	24/05/2011	47.756.439
IT	Italie	TNS Infratest	1.039	06/05/2011	22/05/2011	51.862.391
CY	Rép. de Chypre	Synovate	501	06/05/2011	21/05/2011	660.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.007	06/05/2011	23/05/2011	1.447.866
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.026	07/05/2011	22/05/2011	2.829.740
LU	Luxembourg	TNS ILReS	501	06/05/2011	19/05/2011	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.019	06/05/2011	22/05/2011	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	06/05/2011	21/05/2011	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.016	06/05/2011	22/05/2011	13.371.980
AT	Autriche	Institut Österreichisches Gallup-	1.018	06/05/2011	22/05/2011	7.009.827
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	07/05/2011	23/05/2011	32.413.735
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.048	07/05/2011	22/05/2011	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.023	06/05/2011	20/05/2011	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.018	06/05/2011	22/05/2011	1.759.701
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.010	10/05/2011	25/05/2011	4.549.955
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.003	07/05/2011	26/05/2011	4.440.004
SE	Suède	TNS GALLUP	1.044	06/05/2011	22/05/2011	7.791.240
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.309	06/05/2011	23/05/2011	51.848.010
TOTAL UE27			26.713	06/05/2011	26/05/2011	408.787.006
CY (tcc)	Communauté chypriote turque	Kadem	500	07/05/2011	19/05/2011	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	07/05/2011	25/05/2011	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	06/05/2011	22/05/2011	54.844.406
	Ancienne Rép. yougoslave de					
MK	Macédoine	TNS Brima	1.056	06/05/2011	12/05/2011	1.678.404
IS	Islande	Capacent	500	06/05/2011	24/05/2011	252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.000	07/05/2011	22/05/2011	492.265
TOTAL			31.769	06/05/2011	26/05/2011	469.946.984

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points